

Les ratés de l'histoire. Une manifestation sans suites : le 17 octobre 1961 à Paris

Brigitte Gaïti

Citer ce document / Cite this document :

Gaïti Brigitte. Les ratés de l'histoire. Une manifestation sans suites : le 17 octobre 1961 à Paris. In: Sociétés contemporaines N°20, 1994. pp. 11-37;

doi : <https://doi.org/10.3406/socco.1994.1363>

https://www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_1994_num_20_1_1363

Fichier pdf généré le 01/04/2019

Résumé

L'article se propose d'aborder un problème à la fois historiographique et politique : pourquoi le souvenir de la répression sanglante d'une manifestation organisée le 17 octobre 1961 à Paris par le FLN s'est-il perdu ? Afin de comprendre les conditions de "l'organisation de l'oubli" d'un événement, l'article revient sur le contexte du déroulement de la manifestation puis étudie les formes du retour de l'événement dans une actualité éditoriale et politique. À travers cette étude, c'est la question de l'approche sociologique d'un événement qui est posée : comprendre les actions, les stratégies engagées par ses protagonistes, retrouver les propriétés des configurations historiques dans lesquelles prennent sens les mobilisations, analyser enfin les conditions pour qu'un événement trouve des porte-parole pour l'Histoire.

Abstract

BRIGITTE GAITI

The aim of this article is to examine both historiographical and political aspects of a question related to the FLN-organized demonstration which took place in Paris, on October 17, 1961, and which was extremely violently put down. The question is: how is it possible that the memory of this bloody event went lost. In order to understand how the vanishing of historical events is organised, the article describes the demonstration's context and its come back, in the 90' s, into publishing and political spheres. This study tries to propose a sociological analysis of a historical event. It shows how important it is to understand the acts and strategies of protagonists, to put back political mobilisation within the configurations wich give them a sense, and finally to analyse the political and historical conditions enabling an event to find its place within History.



LES RATÉS DE L'HISTOIRE

UNE MANIFESTATION SANS SUITES : LE 17 OCTOBRE 1961 À PARIS

RÉSUMÉ : *L'article se propose d'aborder un problème à la fois historiographique et politique : pourquoi le souvenir de la répression sanglante d'une manifestation organisée le 17 octobre 1961 à Paris par le FLN s'est-il perdu ? Afin de comprendre les conditions de "l'organisation de l'oubli" d'un événement, l'article revient sur le contexte du déroulement de la manifestation puis étudie les formes du retour de l'événement dans une actualité éditoriale et politique. A travers cette étude, c'est la question de l'approche sociologique d'un événement qui est posée : comprendre les actions, les stratégies engagées par ses protagonistes, retrouver les propriétés des configurations historiques dans lesquelles prennent sens les mobilisations, analyser enfin les conditions pour qu'un événement trouve des porte-parole pour l'Histoire.*

Vichy, la guerre d'Algérie, mai 1958 sont des illustrations exemplaires de ces moments d'un passé récent et pourtant enfoui, périodiquement redécouvert et rééclairé (Rouso, 1987, Stora, 1991), objet de controverses politiques et scientifiques renouvelées. Or, tous ces épisodes ont connu des usages convergents : entre autres celui d'attenter, chacun à leur manière, à la figure légendaire du général de Gaulle, celui d'affaiblir, de fragiliser et de dénoncer une construction de toute l'histoire de la France de l'après 1940 autour de son rôle et de son nom – que celui-ci d'ailleurs soit loué ou honni. Interprétation embarrassée de l'épisode vichyste, minimisation de la résistance intérieure et de la collaboration, oubli organisé du rôle décisif des dirigeants de la IV^e République, des partisans de l'Algérie française et des militaires dans le rappel du général de Gaulle au pouvoir en 1958 (Gaïti, 1992), rationalisation des hésitations dans la conduite de la politique algérienne et silence autour d'une « guerre sans nom » (Rotman, Tavernier, 1992)¹ : la mise en légende gaullienne a longtemps contrarié toute histoire autre qu'une histoire officielle (Nora, 1992)² et ces épisodes qui échappent partiellement à l'intrigue sont voués à

1. La guerre d'Algérie était officiellement baptisée « opération de police ».
2. C'est la position radicale de Pierre Nora pour qui « l'histoire du gaullisme et de De Gaulle ne peut s'écrire que du sein d'une histoire elle-même « gaullisée » ou « gaullifiée ». Preuve tangible, conclut Pierre Nora, que le travail historique n'est pas toujours possible ». C'est qu'aussi « le personnage s'est transformé » : « au rythme des commémorations et des batteries de sondages, sous l'effet des vagues de livres, des sélections de photographies et des séries télévisuelles[...]. Il s'est stylisé par une occultation progressive des périodes mémorialement douteuses : RPF, mai 1958, guerre d'Algérie, mai 1968 » (p. 357).

Sociétés Contemporaines (1994) n° 18/19 (p. 11-37)



l'ombre³, à l'accidentel, au pathologique ou à « l'insensé ». Sauf à faire l'objet d'usages historiques ouvertement militants et donc scientifiquement suspects. Comme si, rappelait Pierre Nora, au mythe ne pouvait répondre pour finir que le contre-mythe. C'est l'hypothèse que l'on voudrait développer ici : celle des effets politiques et historiques de la reconnaissance continuée, dans le jeu politique et dans l'écriture de l'histoire, d'un personnage charismatique.

Exemple typique que l'on voudrait analyser de ce point de vue, celui de la manifestation organisée par le FLN le 17 octobre 1961 à Paris et réprimée dans le sang : « journée portée disparue »⁴, confondue généralement avec la manifestation de Charonne, et dont l'histoire semble toujours à faire et à refaire, comme si son souvenir ne pouvait « s'imprimer » durablement dans les mémoires individuelles, dans les calendriers de célébration politique ou encore dans les livres et les manuels d'histoire. Huit morts à Charonne, sans doute vingt fois plus le 17 octobre : l'oubli de celle-ci et le souvenir sans cesse réactivé de celle-là prouvent, s'il en était besoin, qu'en histoire, comme le rappelait Paul Veyne, « les faits n'ont pas de taille absolue » et que la dignité des moments susceptibles de susciter l'attention de l'historien dépend de l'intrigue choisie (Veyne, 1979, p. 25 et p. 35). En « suivant » ce défilé du 17 octobre, on cherchera ainsi à expliquer les variations de la « taille » reconnue à l'épisode, à retrouver les conditions et les modalités de son appropriation dont les traces ont disparu dans l'unification que réalise le récit – ou le silence – historique alors qu'elles permettraient de rendre compte de l'intrigue qui organise ce récit. L'exemple de cette manifestation « sans histoires » peut permettre d'interroger les conditions sociales de l'échec, tout à la fois historiographique et politique, d'un événement comme celui-ci, pris dans un moment trouble, celui de la sortie de la guerre d'Algérie.

1. PREMIER RÉCIT : LES STATUTS INCERTAINS D'UN DÉFILÉ

Il faudrait, pour commencer, souligner les difficultés de « faire le récit » de cette journée comme sans doute de tout moment au statut historique fragile (Einaudi, 1991b)⁵. Ici, rien ne va de soi et aucun récit ne fait consensus. Certains acteurs contestent les faits, leur participation aux événements ; d'autres semblent ne pas se souvenir. Le nombre de victimes n'est pas fixé ; il oscille, selon les versions, entre 3 et 200⁶. Plus encore, l'identité des coupables est contestée : ainsi, des acteurs du

3. En 1992, une étude réalisée par la Ligue de l'enseignement montre qu'en sept ans de brevet des collèges et sur 312 sujets annuels, la question n'a porté sur la guerre d'Algérie proprement dite que 10 fois par an en moyenne.
4. Pour reprendre le titre du documentaire télévisé réalisé par deux britanniques et diffusé sur France 3 en 1993.
5. L'histoire précise de la manifestation du 17 octobre et de son contexte n'a été écrite que tout récemment par Jean-Luc Einaudi.
6. Pour le gouvernement, deux versions : trois morts (deux Algériens et un Français si l'on en croit les premiers chiffres officiels fournis) puis six (selon Roger Frey quelques jours plus tard, à l'Assemblée nationale) ; mais un rapport de l'Inspection générale de la police parle de 140 morts ; le FLN avance les chiffres de 200 morts et quatre cents disparus (cité dans Hamon et Rotman, *Les porteurs de valise*) ; *Libération* évoque à l'époque quarante autopsies, *Le Monde* annonce l'ouverture d'une soixantaine d'informations judiciaires à propos de cadavres d'Algériens repêchés dans la Seine ou retrouvés dans les bois (8 novembre 1961). Vingt ans plus tard, en date du 10 février 1982, *Le Monde* avance le chiffre de 200 morts sur la base de « sources proches de l'Institut médico-légal ». C'est sur les mêmes bases qu'a travaillé Jean-Luc Einaudi.



sera d'ailleurs l'occasion de la sortie d'un autre ouvrage dirigé par Anne Tristan avec toute l'équipe du collectif « Au nom de la mémoire » (Tristan, 1981). En 1991 encore, Benjamin Stora, dans son livre *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, consacre un chapitre aux « massacres non reconnus » et en premier lieu à celui du 17 octobre 1961 (Stora, 1991). En 1992, un documentaire consacré à la journée du 17 octobre 1961 « Une journée portée disparue », réalisé par des britanniques, sera diffusé sur France 3. Ultime revendication et ultime consécration : l'entrée, timide, dans un manuel scolaire de terminale³¹.

L'événement resurgit dans le même temps sur la scène politique : en octobre 1986, des cérémonies sont organisées par l'Amicale des Algériens en France. L'affaire fait quelque bruit dans la mesure où Jacques Vergès a tenu dans le journal de l'Amicale des propos qui provoquent le retrait de Pierre Vidal-Naquet ainsi que celui d'autres intellectuels français. Mais c'est plus généralement de nouveaux groupes politiques, mobilisés contre le Front national sur la question de l'immigration, qui vont tenter de s'approprier cet événement resté jusque-là sans porte-parole collectif sur le territoire français. Ainsi, le 17 octobre 1991, le mouvement des Beurs civiques commémore la manifestation au métro Charonne, unifiant ainsi symboliquement deux événements (la manifestation française et la manifestation algérienne) à la réussite historique pour le moins inégale.

Certaines explications – celle notamment de l'étouffement de l'événement par la censure du pouvoir, celle de l'oubli dû à la honte, au « refoulement » d'une « culpabilité française » face au « traumatisme » de la décolonisation algérienne – ne satisfont pas dans la mesure où elles ne lèvent pas certaines contradictions. Tout dans cette histoire fait problème même si cela ne fait pas problème historique. Et d'abord qu'une répression aussi féroce et aussi visible (Favre, 1990)³² ait été possible dans Paris, et à quelques mois de l'indépendance. Ensuite les fluctuations des réactions : comment expliquer l'oubli total qui va ensevelir l'événement alors que, sur le moment, les mobilisations se sont multipliées et élargies ? Enfin les modalités paradoxales du retour de cet épisode de la guerre d'Algérie : en marge de l'histoire universitaire dans une histoire militante et dans la compétition politique comme fait social exemplaire, symbole d'un racisme rampant, toujours présent dans la société française.

Il s'agit donc à présent de comprendre les fluctuations des réactions – silence, mobilisations, oubli – dans le cadre des configurations politiques qui se nouent et se dénouent en 1961 sur l'affaire algérienne, puis, à partir de là, de discerner les raisons d'une expulsion : celle d'un événement devenu insensé dans l'intrigue historique reconstruite par les acteurs politiques dès 1962.

31. Il s'agit du manuel édité en 1993 par Nathan qui évoque la question en quelques lignes. Voir l'article de Gwénaél Le Morzellec dans *Libération* du 25 octobre 1993 (« La timide percée du 17 octobre 1961 au lycée. »)
32. De ce point de vue et même si la violence s'est surtout manifestée hors de la manifestation proprement dite, l'événement rappelle que la tendance à la pacification des protestations peut être affectée lorsque certaines conditions sont réunies (voir à ce sujet les analyses de Pierre Favre, « Manifester en France aujourd'hui », in *La manifestation*) : ici, une manifestation appelée par « l'ennemi » FLN, sans soutien partisan de « l'intérieur », des manifestants qui cumulent les « handicaps » (algériens, ouvriers, habitants des bidonvilles de banlieue) et des forces de police mobilisées et « couvertes ».



2. LES ENJEUX D'UNE MANIFESTATION. UNE BATAILLE DE RUE DANS LA NÉGOCIATION DES ACCORDS D'ÉVIAN

Si cette manifestation a un « sens » c'est d'abord dans un contexte politique particulier, celui de la négociation des accords d'Évian (Favre, 1990, Rioux, 1990)³³. La situation est alors bien plus incertaine qu'il n'y paraît et l'issue reste improbable, au vu des échecs répétés des tentatives antérieures. Depuis peu, le gouvernement français a dû reconnaître – au moins en pratique – le FLN comme seul représentant du peuple algérien habilité à siéger à la table des négociations. Mais la confrontation n'est pas terminée et, en octobre 1961, les pourparlers sont interrompus : les points de discorde « traditionnels » – la question de l'indépendance de l'Algérie, la prépondérance du FLN – laissent place à d'autres sources de conflits qui fournissent de nouvelles ressources, mobilisables par les négociateurs – le Sahara, la situation des pieds-noirs après l'indépendance, le traitement de Ben Bella et de ses codétenus.

Mais la « sortie » de la guerre d'Algérie n'intéresse pas que les négociateurs officiels : elle est plus généralement l'occasion de tests répétés pour tous ceux qui prétendent se mêler, directement ou indirectement, à la discussion : partisans divers de l'Algérie française qui misent sur l'échec des négociations, activistes de l'OAS, représentants des différentes branches du FLN, militaires, membres du gouvernement, dirigeants de partis de gauche, porte-parole syndicaux, etc. Chacun des concurrents doit montrer régulièrement sa force par rapport aux autres, ce qui passe par la mobilisation de publics différents, pour participer avec succès à la négociation. En octobre 1961, le temps d'arrêt des discussions officielles est alors celui de la confrontation des prétentions des uns et des autres.

C'est un échange de messages (Bailey, 1971)³⁴, associé donc à une bataille sur le sens des mobilisations, qui se fait dans plusieurs directions³⁵. Pour les dirigeants du FLN, il s'agit, au cours même des discussions, de rassembler des militants pour rappeler à l'adversaire la menace que constitue potentiellement cette force représentative ; mais il s'agit tout autant de régler des rapports de force internes à l'organisation – notamment entre branche militaire et branche politique mais encore entre branche algérienne et section française –, enjeu d'autant plus crucial que l'indépendance et la répartition des postes de pouvoir dans une Algérie indépendante deviennent des objets de calcul politique. Pour les négociateurs français et les représentants du gouvernement, il convient, pour conserver certains soutiens à droite, de faire la preuve que l'indépendance, si elle se produit, ne sera pas arrachée

33. Pour une analyse du rôle limité des manifestations dans le conflit algérien, voir l'analyse de P. Mann, « Les manifestations dans la dynamique des conflits » dans l'ouvrage dirigé par Pierre Favre, et celle de D. Tartakowski, « Les manifestations de rue », dans le livre dirigé par Jean-Pierre Rioux.

34. F. Bailey explique que la compétition entre équipes politiques peut se comprendre comme un échange de messages (qui passent ou non par la parole), véritable dialogue de « prétentions et de contre-prétentions », dialogue arrêté parfois par des duels dans lesquels vont être validées ou invalidées certaines prétentions (Bailey, 1971, p. 126).

35. Thomas Schelling (1986, p. 17) rappelle que dans les situations de négociations, fort différentes de ce point de vue de situations de conflit, il ne s'agit pas tant de battre son adversaire que de gagner par rapport à un système de références particulier.



gaullistes débarrassés de l'hypothèque algérienne, les porte-parole de la gauche intéressés à un renouvellement des terrains d'opposition. Quant aux nostalgiques de l'Algérie française, ils sont pour la plupart isolés, réduits au silence et pourraient de toute façon difficilement attaquer les gaullistes sur ce qui apparaît comme un symbole de fermeté par rapport au FLN.

L'absence de porte-parole intéressés à se réapproprier un événement qu'ils avaient contribué à façonner va faire jouer un rôle inattendu à certaines propriétés attachées à l'épisode, dans les processus multiples qui contribuent à l'écriture de l'histoire. En effet, la censure politique – tout ce qui accompagne ici l'état de guerre larvée, à savoir la censure gouvernementale, l'interdiction de manifester, la faible diffusion et l'isolement des mots d'ordre du FLN sur le territoire français – va pouvoir ici se convertir en censure historique. Rappelons que le défilé, les arrestations se déroulent sous le regard de quelques passants non informés, dont la plupart restent éberlués. La détention se fait dans des centres fermés au public, aux journalistes et même pendant un temps aux représentants politiques. Les témoins sont non seulement rares, ils ne sont guère audibles ou crédibles. Certains des journalistes qui ont rendu compte de l'événement se trouvaient là par hasard et ne pouvaient prétendre à l'autorité des éditorialistes politiques ; spécialistes de la culture, ils se rendaient par exemple au théâtre⁵⁷ ou encore sortaient de leur lieu de travail. L'interdiction de la manifestation, l'omniprésence policière viennent fragiliser plus encore tout témoignage individuel. Car ce type de témoignage reste forcément partiel, sans l'agence de coordination et de mise en sens que peuvent devenir dans ces cas de figure les collectifs partisans ou syndicaux. Qui peut garantir que les manifestants qu'un passant a vu pacifiques à la porte de Saint-Ouen n'ont pas usé d'armes à feu boulevard Bonne-Nouvelle ? On peut comprendre comme une course contre l'émiettement le périple d'Élie Kagan, reporter-photographe à *Libération*, seul pourvoyeur de clichés de la répression policière, qui sillonne Paris sur sa mobylette pour multiplier les images, cherchant à être « partout »⁵⁸, comme pour « doubler » le pouvoir. Tentant de rompre avec cette logique de la sérialisation, des intellectuels (Jacques Madaule, J.-M. Domenach, Georges Montaron, le pasteur Roser, Emmanuel d'Astier) annoncent la création d'un « Centre de coordination des témoignages ». Mais l'appel est lancé le 27 octobre, dix jours déjà après la manifestation.

Pas ou peu de témoins, ou en tout cas des témoins toujours susceptibles d'être contredits. Les informations arrivent lentement, par bribes, par éclats, sans possibilité de généralisation. La censure des revues ou des journaux évoquant le sujet, l'impossible mise sur pied d'une commission d'enquête, l'ajournement des procédures judiciaires engagées, contribuent également à la raréfaction des sources et des archives. L'historien apparaît ici particulièrement démuné d'instruments ordinaires de son travail : pas d'archives, pas de témoin dont l'interrogation s'imposerait.

Peu de matière à histoire donc, peu de mémoire aussi : la simple trace des faits devient problématique. Si des intellectuels et des journalistes ont tenté, en dépit de la censure, de laisser des témoignages écrits, peu de professionnels de la représentation se sont aventurés dans cette voie. Pratiquement aucun des livres de mémoire des

57. Voir le témoignage du critique théâtral du *Canard enchaîné*, Jérôme Gauthier (8 novembre 1961).

58. Pourtant, lui aussi devra cesser sa course « contre » le pouvoir et amener un blessé à l'hôpital.



5. FICTION ET HISTOIRE

La manifestation du 17 octobre joue dans le roman un rôle apparemment secondaire. Dans les trois premiers chapitres – qui s'achèvent tous par le rappel lancinant de la date du 17 octobre –, l'auteur décrit le départ pour la manifestation de plusieurs jeunes Algériens de Nanterre. Une jeune algérienne et son frère ont rendez-vous avec leurs amis boulevard Bonne-Nouvelle. Sur leur mobylette, ils manquent de renverser un Français qui traverse la rue pour rentrer chez lui. À peine arrivés à destination, les deux adolescents se font matraquer, l'un d'entre eux meurt. On n'en saura guère plus sur eux. Premiers à apparaître sur la scène, ils ne réapparaîtront plus jusqu'à la fin du livre. Le début du roman fonctionne ainsi à la manière d'un piège et les premiers personnages resteront sans histoire : des « non-personnages » en quelque sorte dont « l'inexistence » romanesque renvoie à l'inexistence historique des Algériens tués en octobre 1961.

Ici, c'est le Français bousculé par la mobylette des deux jeunes algériens qui prend le relais dans le roman : étranger à la manifestation, il est pourtant assassiné par un policier et l'histoire semble suivre un nouveau cours. De la même façon, ce sont les Français assassinés à Charonne qui vont concentrer toute l'indignation mémorielle et cérémonielle et qui seront les sujets de l'histoire. Le récit continue : vingt ans plus tard, le fils de la victime est lui-même tué à Toulouse par un inconnu. Les deux meurtres apparaissent vite liés et la clé de l'énigme peut se résumer ainsi : le père comme le fils, tous deux historiens (on pourrait lire ici les prétentions voilées du romancier), ont découvert, un peu par hasard, une affaire sulfureuse (tout comme Didier Daeninckx, qui voulait écrire sur Charonne, a découvert la répression d'Octobre). Le père dans le cadre d'une monographie sur Drancy, sa ville natale, avait rencontré l'histoire de la déportation ; il s'était alors interrogé sur le contingent anormalement élevé de juifs envoyé par les autorités de la région toulousaine. Et son meurtre le soir du 17 octobre est commandité par de hauts dignitaires sous Vichy, restés en place sous la V^e République, qui tentent de préserver le secret de leur trouble passé toulousain. Le père, et le fils après lui, sont donc tués en raison de leur curiosité historique. Et l'inspecteur Cadin, héros du roman, découvrira que le meurtrier est un haut personnage de la préfecture de police. La cible transparente du roman, c'est Maurice Papon ; c'est lui aussi qui fait le lien entre les différentes périodes. Il était à la préfecture de Toulouse (Bordeaux) dans les années quarante, il est préfet de police de Paris en octobre 1961 ; dans les années quatre-vingts, il occupe encore une position aux sommets de l'État (ministre du budget du gouvernement de Raymond Barre entre 1978 et 1981).

Didier Daeninckx offre ainsi à ses lecteurs une énigme à plusieurs détentes : le pot aux roses, c'est Vichy, mais la surprise, « l'incroyable », c'est la répression de la manifestation musulmane⁶⁸. Les premiers lecteurs⁶⁹ ne s'y tromperont apparemment pas : « *Quand Meurtres pour mémoire est sorti, se souvient l'auteur, je me souviens que tout le monde était incrédule, j'étais obligé de fournir des preuves, de ressortir ma documentation.* » Et pour finir, ce sont sans doute les non-personnages

68. Quand les historiens du roman redécouvrent l'affaire des juifs de Toulouse envoyés à Drancy, D. Daeninckx redécouvre pour sa part l'affaire du 17 octobre.

69. D. Daeninckx bénéficie d'un public déjà mobilisé parmi les militants d'extrême-gauche.

